

Papier de M. Aless.

R/S / AED / 19 / 19  
PZ

1

11 octobre 1990

313.61

**Etablissement d'un "Centre international d'information  
sur les changements climatiques"**

La négociation d'une Convention-cadre mondiale sur le climat et de protocoles sur l'énergie, la forêt et les questions spécifiques des pays en développement constitue le point de départ d'une réflexion qui va affecter plusieurs concepts économiques politiques qui ont déterminé dans le passé nos modes de développement et de vie ainsi que nos relations avec le tiers-monde.

La Déclaration ministérielle qui sera adoptée à l'issue de la Deuxième conférence mondiale sur le climat le 7 novembre prochain à Genève contient déjà, en germe, toute une série de nouveaux concepts qui seront ultérieurement concrétisés dans le cadre de nouveaux instruments juridiques (convention, protocoles, recommandations etc...).

Parmi les problèmes, directement ou indirectement évoqués, relevons notamment:

1. Sur le plan politique

La question de la souveraineté sur les ressources naturelles appartenant au patrimoine commun de l'humanité (global commons) devra être réévaluée. Le protocole sur la forêt (voire une convention mondiale sur la forêt) et en particulier la décision de financer des programmes de conservation de la forêt tropicale, impliquent nécessairement la reconnaissance de la forêt tropicale comme un bien "d'utilité publique" pour l'ensemble du monde. C'est en fonction de ce nouveau concept qu'il sera possible de réaliser des transferts de fonds pour assurer la conservation de ce "bien commun à l'humanité toute entière".

2. Sur le plan économique

Notre concept du transfert de technologie devra nécessairement être revu dans la mesure où les bénéficiaires des nouvelles technologies ne sont plus comme dans le passé les seuls destinataires de ces technologies mais l'ensemble de l'humanité.

### 3. Sur le plan des relations Nord-Sud

La notion d'assistance aux pays en développement est remise en cause. Le mot même d'assistance est contesté par un nombre croissant de pays en développement dans la mesure où les pays industrialisés "n'assistent" plus les pays en développement mais au contraire demande "l'assistance" des pays en développement pour réduire les conséquences d'un réchauffement dont ils sont les premiers responsables.

### 4. Sur le plan financier et fiscal

La mobilisation de nouveaux fonds (new additional resources) apparaît incontournable. Ces nouvelles ressources nécessiteront l'adoption de nouvelles taxes nationales ou internationales qui serviront directement ou indirectement à alimenter des "projets mondiaux" de nature environnementale.

On pourrait multiplier les exemples car la négociation de la Déclaration ébranlera d'autres notions qui affectent notre conception du droit international et des relations commerciales (principe de la précaution, principe d'équité).

Au delà de ces effets politiques, économiques, juridiques et financiers, l'élaboration de nouvelles réglementations internationales dans le domaine du climat touchera au comportement même des gens (économie d'énergie, restriction dans les transports etc...)

La négociation sur le climat pourrait donc engendrer de formidables changements. Son succès dépend dès lors largement de l'accueil que l'opinion publique, les décideurs économiques politiques et les média réserveront à ces nouvelles idées. Pour aboutir à des résultats tangibles, les enjeux de la négociation devront être d'emblée bien compris par tous les milieux concernés.

Ceci pose le problème de l'information.

En dehors d'un petit cercle d'initiés, les implications de toutes les mesures qui sont envisagées pour réduire l'effet de serre ne sont aujourd'hui pas encore comprises. Un énorme effort de sensibilisation et d'information sur le plan national, régional et mondial apparaît donc nécessaire.

Cette action dont la responsabilité incombe en premier lieu au PNUE, devrait être entreprise à plusieurs niveaux (national, régional et global) et cibler des milieux très distincts.

Le PNUE devrait établir, le plus rapidement possible une "base de données et d'informations" au service des Etats-membres, des organisations gouvernementales et non-gouvernementales. Mais au delà de ce service, il devrait engager une action informative touchant tous les milieux concernés.

- niveau gouvernemental:. les membres des gouvernements non directement concernés par les questions environnementales
  - . les administrations nationales autre que les ministères de l'environnement
- niveau national:
  - . les parlementaires
  - . les grandes organisations économiques
  - . les organisations politiques
  - . les décideurs économiques et politiques
  - . les organisations non-gouvernementales
  - . les universités et instituts de recherche
  - . les écoles et les organisations de jeunesse
  - . les ménages et les organisations de consommation
  - . les médias
- niveau regional
  - . les organisations intergouvernementales régionales
  - . les organisations économiques, politiques et régionales
- niveau global
  - . les organisations du système des Nations Unies
  - . les organisations gouvernementales et non-gouvernementales mondiales

Cette information devrait être spécifiquement adaptée aux besoins de chaque groupe concerné (mission de haut niveau, séminaires sur les aspects politiques, économiques, techniques, conférences, fourniture de matériel didactique etc.). Une partie de l'information pourrait être confiée à l'Académie internationale de l'environnement à Genève).

Le Centre international d'information sur les changements climatiques devrait être établi à Genève ou près de Genève (y compris France voisine) de manière à assurer une synergie des efforts avec le Secrétariat de la Convention qui sera établi à Genève et avec le système des Nations Unies et les organisations spécialisées concernées en particulier l'OMM et du PNUE (GRID).

Le Directeur du PNUE ne dispose pas actuellement des ressources financières nécessaires pour répondre à ces besoins. Il accueillera donc favorablement et soutiendra activement toute démarche qui sera prise dans ce domaine. Il faut placer d'emblée cette initiative dans la perspective d'une contribution des pays industrialisés à l'effort d'information vers le tiers monde et les pays de l'Est ou la sensibilisation sur les questions liées aux changements climatiques reste faible et absolument insuffisante.

Une initiative prise par un pays francophone pourrait être d'emblée soutenue par le groupe francophone (environ 40 pays) et pourrait compenser le déséquilibre qui prévaut dans le domaine de l'information environnementale entre pays d'expression française et pays d'expression anglaise. Le Centre international d'information sur les changements climatiques devrait néanmoins travailler dans toutes les langues officielles des Nations Unies.

#### Financement du Centre international d'information

Pour répondre au déficit actuel de l'information, le Centre international d'information sur les changements climatiques devra disposer au moins d'une dizaine de personnes et comprendre outre deux ou trois documentalistes, des juristes, des scientifiques et des économistes. Il devra aussi disposer des ressources nécessaires pour organiser des séminaires, des conférences d'information et des missions ponctuelles à l'étranger.

Pour assurer son fonctionnement, il faut compter avec un budget annuel d'environ trois millions de francs (SFR).

La réalisation d'un tel Centre d'information répond à un urgent besoin d'information durant toute la phase de négociation de la Convention-cadre et des protocoles. Au delà de 1992, le financement du Centre pourrait être élargi à d'autres Etats et être intégré au budget du PNUE.

# International Information Center on Climate

Page 1 of 2

GENEVA -----	1991		1992		TOTAL -----
	w/m ---	CC --	w/m ---	CC --	
<b>10 PROJECT PERSONNEL COMPONENT</b>					
1100 Project personnel (Title & Grade)					
1101 Centre Director D-1	10	92,000	12	110,000	202,000
1102 Scientific Officer P-5	10	84,000	12	100,000	184,000
1103 Economics Officer P-5	10	84,000	12	100,000	184,000
1104 Senior Media Specialist P-5	10	84,000	12	100,000	184,000
1105 Media Specialist P-4	10	75,000	12	90,000	165,000
1106 Legal Officer P-4	10	75,000	12	90,000	165,000
1107 Documentalist P-3	10	65,000	12	75,000	140,000
1108 Associate Media Specialist P-2	10	55,000	12	65,000	120,000
1109 Administrative Officer P-2	10	55,000	12	65,000	120,000
1199 Total		669,000		795,000	1,464,000
1200 Consultants					
1201 Consultant to establish Programme and identify data sources P-5 (fee, travel and DSA)	3	40,000		0	40,000
1202 Evaluation Consultant P-5	1	0		6,500	6,500
1203 Audio Visual Consultant P-5	3	20,000		20,000	40,000
1220 Unspecified		50,000		50,000	100,000
1299 Total		110,000		76,500	186,500
1300 Administrative support (Title & Grade)					
1301 Research Assistant G-7	10	56,000	12	68,000	124,000
1302 Secretary G-6	10	52,000	12	62,000	114,000
1303 Secretary G-6	10	52,000	12	62,000	114,000
1304 Secretary G-6	10	52,000	12	62,000	114,000
1305 Messenger G-2	10	34,000	12	40,000	74,000
1320 Temporary assistance/Overtime		2,000		4,000	6,000
1399 Total		248,000		298,000	546,000
1600 Travel on official business		90,000		90,000	180,000
1699 Total		90,000		90,000	180,000
1999 Component total		1,117,000		1,259,500	2,376,500
<b>30 TRAINING COMPONENT</b>					
3200 Group training, meetings, etc.					
3201 Workshops (5) on Information Networks, (one per region: Asia, Africa/ Latin America, E. Europe & Geneva)		300,000		300,000	600,000
3202 Workshop on developing country media		180,000		180,000	360,000
3203 Seminars (8) (one for W.Asia, E.Asia, French Africa, English Africa, Latin America, Caribbean and Eastern Europe)		230,000		230,000	460,000
3299 Total		710,000		710,000	1,420,000
3999 Component total		710,000		710,000	1,420,000

Page 2 of 2

	1991		1992		TOTAL
	W/M	CC	W/M	CC	
<b>40 EQUIPMENT AND PREMISES COMPONENT</b>					
4100 Expendable equipment					
4101 Office Supplies		20,000		20,000	40,000
4102 Library acquisitions/subscriptions		25,000		25,000	50,000
4199 Total		45,000		45,000	90,000
4200 Non-expendable equipment					
4201 PC network with 11 terminals		100,000		10,000	110,000
4202 Office Furniture		50,000		10,000	60,000
4220 Unspecified		10,000		8,500	18,500
4299 Total		160,000		28,500	188,500
4999 Component Total		205,000		73,500	278,500
<b>50 MISCELLANEOUS COMPONENT</b>					
5100 Operation and maintenance of equipment					
5101 Operation and maintenance of equipment		5,000		7,000	12,000
5199 Total		5,000		7,000	12,000
5200 Reporting costs					
5201 Computer Database Subscriptions		135,000		135,000	270,000
5202 Production of Audio visual kits, TV films, newsletters etc (including translation into six languages)		200,000		200,000	400,000
5299 Total		335,000		335,000	670,000
5300 Sundry					
5301 Communications		40,000		45,000	85,000
5302 Others		5,000		5,000	10,000
5399 Total		45,000		50,000	95,000
5999 Component Total		385,000		392,000	777,000
99 GRAND TOTAL*		2,417,000		2,435,000	4,852,000

\* An additional 13% for Programme Support Cost will be levied on this total.